



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-135701>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 24-135701

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Concession de service public - Navette maritime touristique

**Description** : Concession de service public - Navette maritime touristique La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention de délégation de service public, d'une durée de cinq ans, pour la gestion d'une ligne maritime à vocation touristique reliant le port de Boyardville de Saint-Georges-d'Oléron à celui de la Rochelle.

**Identifiant de la procédure** : 4d0a448c-8102-403a-a48c-33cd96b730ff

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale (cpv)** : 60640000 Opérations de transport maritime

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Charente-Maritime ( FRI32 )

**Pays** : France

##### 2.1.4 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

**Informations complémentaires** : Le concessionnaire exploitera le service à ses risques et périls. Ainsi, il sera notamment responsable de : l'ensemble des relations avec les usagers (accueil, information, billettique, etc..) ; le recrutement et le management de tout le personnel nécessaire à l'exploitation du service ; l'acquisition et le renouvellement du

mobilier nécessaire à l'exploitation, ainsi que des fournitures nécessaires à l'exploitation ; la mise en œuvre d'une stratégie commerciale, notamment marketing pour assurer la fréquentation du service ; la mise en réseau avec les partenaires locaux et l'installation des équipements nécessaires correspondants ; le respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires actuelles ou futures afférentes aux activités, ouvrages, équipements et installations faisant l'objet de la délégation de service public ; la gestion administrative, financière et comptable ; le concessionnaire sera en charge de mettre à disposition un navire dont les caractéristiques minimums sont précisées dans le cahier des charges ; il devra apporter les équipements et le mobilier nécessaires à l'exploitation, y compris ceux nécessaires à l'embarquement et au débarquement des personnes à mobilité réduite ; il devra s'engager à accueillir et prendre en charge les personnes à mobilité réduite dans les mêmes conditions d'accès et niveaux de qualité de services que les autres utilisateurs, et à exploiter le service avec un souci de préservation de l'environnement ; il pourra faire exécuter par des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées, tout en conservant la responsabilité entière du service et sous la condition d'un accord préalable exprès du concédant ; le concessionnaire devra assurer la continuité du service public.

**Base juridique :**

Directive 2014/23/UE

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Païement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Païement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Concession de service public - navette maritime touristique

**Description** : La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention de délégation de service public, d'une durée de cinq ans, pour la gestion d'une ligne maritime à vocation touristique reliant le port de Boyardville de Saint-Georges-d'Oléron à celui de la Rochelle.

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 60640000 Opérations de transport maritime

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Charente-Maritime ( FRI32 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 60 Mois

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 3,900,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : non

**Informations complémentaires** : le dossier de consultation des entreprises (DCE) sera mis à disposition gratuitement aux candidats qui seront admis à présenter une offre. La Commission de délégation de service public (CDSP) dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leur candidature au regard des critères de sélection. Les candidatures seront transmises par voie électronique sur le profil acheteur marchés sécurisés. Une fois que la CDSP aura dressé la liste des candidats admis à présenter une offre, la collectivité mettra à disposition des candidats un document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations. L'autorité habilitée à signer la convention, après avis de la CDSP, négociera avec un ou des candidats et saisira l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et du projet de

contrat de délégation de service public 2 mois au moins après la date d'ouverture des offres par la CDSP.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 1

**Description :** Lettre de candidature (DC1 ou équivalent) datée et signée permettant d'identifier le candidat (dénomination, adresse, forme juridique) avec pouvoir de la personne physique habilitée à signer. En cas de candidature groupée, une lettre commune doit indiquer l'identité de chaque membre du groupement et du mandataire ainsi que la forme du groupement (solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire).

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 1

**Description :** Cette lettre doit être signée par tous les membres du groupement, ou le seul mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires. Il produit également les éléments permettant de justifier les capacités et aptitudes des autres opérateurs économiques que le candidat présente dans sa candidature et de prouver qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 2

**Description :** Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée du candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement, attestant : qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du code de la commande publique ;

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 2

**Description :** Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée du candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement, attestant : que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application de L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code, sont exacts ;

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 2

**Description** : Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée du candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement, attestant : qu'il respecte les obligations d'emploi des travailleurs handicapés prévues aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail.

**Critère :**

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 3

**Description** : Extrait, de moins de trois mois, de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (modèle K bis) ou équivalent étranger.

**Critère :**

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Habilitation à exercer l'activité professionnelle - Pièce 4

**Description** : Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire. Le candidat produit également les éléments permettant de justifier les capacités et aptitudes des autres opérateurs économiques que le candidat présente dans sa candidature et de prouver qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.

**Critère :**

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité économique et financière - Pièce 5

**Description** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à l'objet de la présente consultation réalisés au cours des 3 derniers exercices ou DC2.

**Critère :**

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité économique et financière - Pièce 6

**Description** : Les bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices (comptes certifiés) ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans - déclarations bancaires appropriées (lettre de référence d'au moins une banque commerciale). Le cas échéant, tout élément de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financière du candidat.

**Critère :**

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité économique et financière - Pièce 7

**Description** : Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la concession.

**Critère :**

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacité technique et professionnelle - Pièce 8

**Description :** Un dossier présentant les moyens humains et matériel au cours des trois dernières années.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle - Pièce 9

**Description :** Un dossier présentant les références de même nature de moins de trois ans précisant références détaillées, sur les trois dernières années, dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements et activités présentant des caractéristiques similaires à ceux objet de la délégation, et toute autre référence pertinente pour apprécier les garanties professionnelles du candidat.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle - Pièce 10

**Description :** Un dossier présentant ses capacités et aptitudes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

**Critère :**

**Nom :** Niveaux spécifiques minimaux exigés.

**Description :** Si pour une raison justifiée, un candidat n'est pas en mesure de fournir l'une des pièces susmentionnées, il est admis à fournir tout autre document équivalent et à prouver sa capacité économique et financière et sa capacité technique et professionnelle par tout autre moyen.

**Critère :**

**Nom :** Niveaux spécifiques minimaux exigés.

**Description :** De façon générale, les candidats pourront présenter des pièces complémentaires, qu'ils jugeraient utiles pour démontrer leurs capacités, et pour l'appréciation de leur candidature au regard des critères de sélection.

**Critère :**

**Nom :** Niveaux spécifiques minimaux exigés.

**Description :** Plusieurs candidats peuvent se grouper pour présenter une seule candidature et une seule offre. Les justifications à produire, quant à la situation et aux capacités des candidats, devront être produites pour chaque membre du groupement. Une seule lettre de candidature, signée par l'ensemble des membres du groupement, ou signée par le mandataire dûment habilité.

**Critère :**

**Nom :** Niveaux spécifiques minimaux exigés.

**Description :** En cas de candidature déposée sous forme de groupement, aucun changement de la composition ou de la forme du groupement ne sera autorisé après le dépôt de la candidature. Les membres du groupement devront désigner un mandataire qui sera l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Qualité, pertinence et adaptation des moyens et compétences mis en oeuvre par rapport aux missions que le concessionnaire devra exécuter.

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Qualité, cohérence et fiabilité financières de l'offre.

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Qualité des services apportés à l'utilisateur.

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Capacité à exploiter et à commercialiser une ligne maritime de passagers, notamment à vocation touristique.

#### 5.1.11 Documents de marché

**L'accès à certains documents de marché est restreint**

**Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché :** Protection des informations particulièrement sensibles

**Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante :**  
<https://www.marches-securises.fr>

**Canal de communication ad hoc :**

**URL :** <https://www.marches-securises.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Date limite de réception des offres :** 31/01/2025 à 13:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Informations auprès du Tribunal administratif de Poitiers. Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (article L. 551-1 et suivants du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (article L. 551-1 et suivants du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Poitiers

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Poitiers

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Numéro d'enregistrement :** 24170062400026

**Adresse postale :** 59 route des Allées

**Ville :** Saint Pierre d'Oléron

**Code postal :** 17310

**Subdivision pays (NUTS) :** Charente-Maritime ( FRI32 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** service-marches@cdc-oleron.fr

**Téléphone :** +33 546472468

**Télécopieur :** +33 546471288

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Poitiers

**Numéro d'enregistrement :** 17860004500029

**Adresse postale :** 15 rue de Blossac CS 80541

**Ville :** POITIERS CEDEX

**Code postal :** 86020

**Subdivision pays (NUTS) :** Vienne ( FRI34 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-poitiers@juradm.fr

**Téléphone :** +33 549607919

**Adresse internet :** <http://poitiers.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 9d9f8a02-c35b-44a9-8057-85ccd4a7f0f3 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 03/12/2024 à 11:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 03/12/2024